INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 5 septembre 2022**

* Les marchés européens ont terminé la séance en baisse. Ils redoutent que la pression ne s'accentue sur la Banque centrale européenne pour que cette dernière procède à une hausse de 75 points de base lors de sa réunion du 8 septembre. L'euro est par ailleurs au plus bas depuis 2002. Les craintes d'une récession en Europe, confrontée à de vives tensions sur l'énergie, se renforcent. Le CAC 40 a cédé 1,2% à 6 093,22 points imité par l'EuroStoxx 50 qui a perdu 1,51% à 3 490,89 points. Wall Street est fermé en raison du "Labor day".
* La journée a été marquée par la publication d'une vague d'indices des directeurs d'achat (PMI) Composite pour les principales économies, notamment en France mais aussi en Allemagne.
* Outre-Rhin, où la déroute de l'énergéticien Uniper continue (-10,46%),  la contraction de l'activité s'aggrave. En version définitive, l'indice PMI composite S&P Global pour l'Allemagne est ainsi ressorti au mois d'août à 46,9 contre une estimation flash de 47,6, après 48,1 en juillet. Un indice inférieur à 50 signale une contraction du secteur. L'indice des services s'est établi quant à lui à 47,7 contre une estimation flash de 48,2 après 49,7 en juillet.
* "Les enquêtes PMI indiquent que la zone euro entre en récession plus tôt que nous ne l'avions estimé, avec en tête l'Allemagne, première économie du bloc, et nous nous attendons désormais à ce que la zone euro connaisse une récession qui se prolonge sur trois trimestres", a déclaré Peter Schaffrik, économiste au sein du groupe Royal Bank of Canada.
* Les investisseurs deviennent donc plus frileux. L'indice Sentix, qui mesure le sentiment des investisseurs en zone euro, est ressorti ce jour à - 31,8 contre un consensus de -27,5 après - 25,2 en août.
* Les cours du pétrole sont en hausse après la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires, notamment la Russie, de réduire de 100 000 baril par jour leur production en octobre, soit environ 0,1% de la consommation mondiale. Vers 15h30, le prix du baril de WTI américain gagne 3,2% à 89,7 dollars alors que le baril de Brent progresse de 3,54% à 96,30 dollars. L'objectif de l'Opep + est de soutenir un marché pétrolier affaibli par les craintes suscitées par une possible récession mondiale.

Dans une déclaration, le cartel "a noté l'impact négatif de la volatilité et de la baisse des liquidités sur le marché pétrolier et la nécessité de soutenir la stabilité du marché et son fonctionnement efficace".

Selon BofA, le marché est tiraillé par des forces contraires. Un accord nucléaire avec l'Iran pourrait faire augmenter l'offre, tandis qu'une récession mondiale pourrait faire baisser la demande de pétrole.

* L'euro perd 0,39% à 0,9915 dollar, après avoir atteint 0,988 dollar, soit son plus niveau depuis 2002. La monnaie unique est pénalisée par la décision de Gazprom d'interrompre pour une durée indéterminée ses exportations de gaz vers l'Europe via le gazoduc Nord Stream 1.
* La livre sterling a reculé à son plus bas niveau par rapport au dollar américain depuis 1985, signe de la dégradation de la conjoncture au Royaume-Uni. Elle perd ce matin 0,11% à 1,1502 dollar, après avoir atteint un peu plus tôt 1,1443 dollar, soit son plus bas niveau depuis 1985. En août, l'indice PMI composite, qui rassemble les services et l'industrie, a été révisé à la baisse à 49,6 contre une première estimation à 50,9, selon les résultats définitifs de l'enquête mensuelle d'IHS Markit auprès des directeurs d'achats. La barre des 50 sépare contraction et expansion de l'activité.

La livre est également pénalisée par l'appréciation du dollar liée à l'accélération de la normalisation de la politique monétaire de la Fed et la remontée des taux longs aux Etats-Unis.

* Lors d'une conférence de presse dédiée à la crise de l'énergie, Emmanuel Macron a rappelé qu'au début de l’année "25 % de toute l’énergie européenne était du gaz et 50 % de ce gaz venait de la Russie". Le président appelle à la sobriété individuelle. L'objectif est d'" économiser 10 % de ce que nous consommons actuellement ". Pour cela, il faut baisser la climatisation quand il fait chaud et, cet hiver, " se caler sur une référence de chauffage autour de 19 degrés dans la pièce ". Selon lui, ces mesures "pourrait éviter d'aller vers quelque chose de plus coercitif, de rationnement ".

**SOCIETES**

* Côté valeurs, la décision de l'Opep+ a eu un effet positif sur les valeurs liées au pétrole comme Engie et TotalEnergies qui ont gagné respectivement 0,51% et 3,14 en fin de séance à la bourse de Paris. Quant aux équipementiers automobiles, ils souffrent des nouvelles restrictions sanitaires en Chine dans la région de Chengdu. Renault cède ainsi 5,48%, tandis que Stellantis recule de 4,86%.
* L'allemand Uniper a cédé 10,3% à 5,06 euros. Les distributeurs européens de gaz sont pénalisés par la nouvelle flambée du cours du gaz naturel en Europe. Le contrat Néerlandais TTF échéance octobre, qui sert de référence en Europe, bondissait en effet de 22% à 262 euros le mégawattheure à 9h40, ce matin. Vendredi dernier au soir, Gazprom a annoncé la fermeture du gazoduc Nord Stream ravivant la crainte d'un arrêt total des exportations russes au cours de l'hiver.

Le géant russe a justifié cette fermeture pour une durée indéfinie à des problèmes techniques après une période de maintenance de trois jours. Une décision interprétée comme un geste politique alors que les pays occidentaux s'apprêtent à mettre en place un plafonnement des prix du pétrole russe, dernière sanction en date après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Nord Stream 1 fournissait avant la guerre environ un tiers du gaz exporté par la Russie vers l'Europe, mais il ne fonctionnait déjà plus qu'à 20% de sa capacité avant que les flux ne soient interrompus jeudi dernier.

Vendredi dernier, la directrice générale d'Engie, Catherine MacGregor, s'est voulue rassurante concernant les réserves de gaz pour la France.

Selon elle, les stocks stratégiques de gaz de la France sont remplis à plus de 93% et "on devrait arriver environ à 100% au début de l'hiver".

Les pays européens sont à la manœuvre pour tenter de limiter l'impact de la hausse des coûts de l'énergie. L'Allemagne a dévoilé au cours du week-end de nouvelles mesures de soutien de 65 milliards d'euros, financées en partie par une taxe exceptionnelle sur les sociétés d'énergie.

Les ministres de l'énergie de l'Union européenne doivent se réunir le 9 septembre pour discuter de mesures à prendre pour contenir la flambée des prix, notamment un plafonnement des prix du gaz et des lignes de crédit d'urgence pour les entreprises du secteur, selon un document consulté par Reuters.

* Le titre TF1 a cédé 0,4% à 6,16 euros à la bourse de Paris. En plein contentieux avec le groupe Canal Plus, le groupe a fait savoir ce matin qu'il envisage de porter plainte contre la filiale de Vivendi dans le cadre du conflit commercial opposant les deux partenaires au sujet du renouvellement du contrat de distribution qui les lie. "On ne va pas se laisser prendre de l'audience et laisser nos téléspectateurs sans possibilité de regarder nos antennes sans réagir", a déclaré sur France info Didier Casas, secrétaire général du groupe TF1.

TF1 "réfléchit sérieusement" à porter le dossier en justice, a déclaré une porte-parole du groupe à Reuters, confirmant cette information de France info.

L'enjeu est d'importance. La distribution via Canal représente entre 12% et 15% de l'audience en fonction des chaînes. Le JT de 20 heures de la Une a perdu vendredi dernier 900 000 téléspectateurs par rapport à la veille et Voice Kids, 400 000 en une semaine.

* Delfingen a perdu 5,85% à 46,7 euros pénalisé par des résultats semestriels en demi-teinte. Sur les six premiers mois de son exercice, l'équipementier automobile français a réalisé un bénéfice net de 3,3 millions d'euros, en baisse de 74% en raison notamment de la cession des activités en Russie. Le résultat opérationnel courant a reculé de 42,4% à 11 millions, soit 5,4% du chiffre d'affaires, affecté par la hausse des coûts. Le chiffre d'affaires en revanche a progressé de 5,3% à 203,9 millions. En organique, la croissance atteint 3,2%.

La production automobile mondiale est en baisse de 1,8% au premier semestre dans un contexte encore difficile avec les tensions sur les composants électroniques, la crise russo-ukrainienne ou les restrictions sanitaires en Chine (deux mois de confinement en avril et mai).

Delfingen surperforme le marché de 4,5 points et de 7,6 points hors effet mix géographique de ses ventes. En effet, la baisse de la production automobile est particulièrement marquée en Europe/Afrique (-10 %) où le groupe réalise 51% de ses ventes.

L'incertitude pèse sur les marchés avec de multiples facteurs tels que la hausse des coûts de production ou les perturbations de chaînes logistiques.

* L'opérateur immobilier Covivio a finalisé en août la transformation de certaines de ses souches obligataires en obligations vertes, de sorte que 100% de ses obligations (soit 2,8 milliards d'euros) sont désormais "vertes". Le groupe a aussi refinancé fin juillet deux crédits corporate verts pour un total de 225 millions d'euros, en étendant leurs maturités à 2027 et 2029. Les conditions de financement de base sont identiques aux précédentes et ajustables selon l'atteinte de critères environnementaux (trajectoire Carbone ou taux de certification des bâtiments ou consommation énergétique).

Mi-juillet, le groupe a aussi signé un financement bancaire hypothécaire vert de 115 millions d'euros sur la tour Silex, dans le centre de Lyon, pour une durée de 8 ans.

Fin juillet, le refinancement d'un portefeuille résidentiel à Berlin a également été signé, pour un montant de 145 millions d'euros et une durée 10 ans. Le taux d'intérêt moyen de ces financements s'élève à 2,5%.

Par ailleurs, au cours de l'été, le groupe a conclu pour 485 millions d'euros de nouveaux financements bancaires auprès de grandes banques européennes.

**ANALYSES**

* Suite au choc pétrolier de 1973, les pays occidentaux ont connu une période prolongée de « stagflation », autrement dit de coexistence entre une forte inflation et une croissance atone. La raison en était la suivante : l'augmentation brutale du prix du pétrole, qui avait considérablement augmenté les coûts de production des entreprises.

Une première conséquence en a été la réduction de la profitabilité des entreprises, donc de l'activité économique. La seconde a été de pousser les entreprises à augmenter leurs prix, ce qui a alimenté des spirales prix-salaires : en réaction aux hausses de prix, les salariés ont exigé des augmentations de salaires, ce qui a accru encore davantage les coûts de production et incité les entreprises à augmenter encore davantage leurs prix. Pour mettre un terme à cette stagflation, dans les années 1980, les banques centrales ont dû adopter des politiques drastiques de contraction monétaire, tandis que les gouvernements mettaient en œuvre des politiques radicales de désindexation des salaires.

Or voici que le spectre de la stagflation réapparait, sous l'effet conjugué du quoi qu'il en coûte - qui a stimulé la demande des ménages -, et de la disruption des chaînes de production mondiales - qui a fait baisser l'offre de biens et services. L'augmentation des prix de l'énergie, intensifiée par la guerre en Ukraine, n'a fait qu'aggraver les pressions inflationnistes et le risque de récession auxquels nous faisons face.

La France peut-elle éviter la stagflation ? La réponse est oui, grâce à trois leviers essentiels. Le premier est monétaire : les banques centrales, et en particulier la Federal Reserve américaine et la Banque Centrale européenne, ont mis un terme à leurs politiques de rachats d'actifs et procédé à des hausses modérées de leurs taux d'intérêt, afin de coordonner les anticipations des agents économiques - ménages et entreprises - sur le fait que l'inflation serait maîtrisée à moyen terme.

Le deuxième levier, tout aussi important mais plus hétérodoxe, est budgétaire : le gouvernement français accroît la dépense publique afin de financer le boucler tarifaire sur l’essence, et il augmente la prime Macron pour décourager, ou au moins retarder, l'émergence de spirales prix-salaires - l'idée étant que les demandes d'augmentation de salaires en réaction aux augmentations des prix de l'énergie seront ralenties par ces dispositifs.

Il existe enfin un troisième levier, encore plus novateur et également indispensable. C'est celui de l'investissement : investissement dans l'éducation, la politique industrielle et la transition énergétique. Investissement dans l'éducation et la formation pour pallier la pénurie de compétences, investissements énergétiques - nucléaire, renouvelables - pour faire baisser le prix de l'énergie et donc les coûts de production des entreprises, et politique industrielle pour pallier les ruptures des chaînes de production. Ce levier investissement nous permettra d'augmenter l'offre de biens et services - et du même coup de contenir l'inflation - à long terme.

Mais pour mettre en œuvre le levier budgétaire et celui de l'investissement tout en maîtrisant la dette publique, l'Etat doit déployer une stratégie économique crédible de maîtrise des dépenses dites « récurrentes » en ciblant davantage les aides publiques, et en augmentant le taux d'activité à court terme, notamment grâce à la réforme des retraites, de la formation, et de l'assurance-chômage.

**L’AGENDA DU 6 septembre 2022**

**16h00 aux Etats-Unis**  
Indice ISM des services pour le mois d'août